FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

United Nations Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Pays : COTE D'IVOIRE	
TITRE DU PROJET : Initiative des Jeunes Leaders (Hommes et Femmes) Engagés pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire – « IJEP ». **NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :**	
Modalité de financement du PBF : ☒ IRF ☐ PRF	**Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust Fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires) :** ☐ Fonds d'affectation spéciale national ☐ Fonds d'affectation spéciale régional **Nom du fonds d'affectation spéciale :**
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : CARE International UK **Liste des partenaires d'exécution supplémentaires, gouvernementaux et non gouvernementaux : spécifiez le type d'organisation (gouvernement, ONGI, OSC locale) :** ✓ **Organisations gouvernementales :** - OSCS : Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté - AEJ : Agence Emploi Jeunes du Ministère de la Promotion des Jeunes et de l'emploi Jeunes ✓ **Organisation de la Société Civile :** - AFJCI : Association des Femmes Juristes de Cote d'Ivoire - ONG CAHD : Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement - Plateformes MOJEC des villes d'intervention - PYPA : Program for Youth Politician in Africa	
Durée du projet en mois[1] : 18 mois **Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet :** Communes de Bouake, Korhogo, Daloa, Guiglo, Ferkessédougou, Daoukro et 5 Communes du district d'Abidjan (Abobo, Yopougon, Koumassi, Port Bouet et Treichville)	
Le projet relève-t-il d'une ou plusieurs des fenêtres de priorité PBF spécifiques ci-dessous : ☐ Initiative de promotion de l'égalité des sexes[2] ☒ Initiative de promotion des jeunes[3] ☐ Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) ☐ Projet transfrontalier ou régional	

[1] Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement. La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

[2] Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de l'égalité des genres (GPI).

[3] Cochez cette case uniquement si le projet a été approuvé dans le cadre de l'appel à propositions spécial du PBF, l'Initiative de promotion de la jeunesse (YPI).

Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : **CARE International UK : $ 1,252,602** **Total PBF : $ 1,252,602** **Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.* **Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) : NA**		
PBF 1ère tranche (35%): **CARE: $ 438,411** **Total : $ 438,411**	**PBF 2ème tranche* (35%):** **CARE : $ 438,411** **Total : $ 438,411**	**PBF 3ème tranche* (30%):** **CARE : $ 375,780.60** **Total : $ 375,780.60**
Fournir une brève description du projet : Dans un contexte marqué par les nombreux désaccords politiques sur les prochaines élections (2020 – 2021) qui sont considérées comme un réel test pour la consolidation de la paix et la stabilité politique et sociale en Côte d'Ivoire, l'on note une participation accrue des jeunes des mouvements informels (syndicats, associations de quartiers et autres groupements de jeunes) dans les violences politiques et communautaires. Le projet IJEP vise à soutenir la transformation des jeunes femmes et hommes des mouvements informels, susceptibles de basculer dans ces violences politiques en catalyseurs pour la paix et en défenseurs des droits et valeurs civiques et démocratiques pour renforcer les initiatives de consolidation des acquis politiques et démocratiques. Le projet assurera la création d'espaces de dialogue d'expression politique libres et surtout en renforçant les capacités des jeunes femmes et hommes de ces mouvements afin qu'ils puissent y défendre leurs droits et participer à la co-construction de programmes nationaux et aux processus de prises de décisions locales et nationales dans le respect de leur droit.		
Résumez le processus de consultation du projet dans le pays avant la soumission au PBSO, y compris avec le Comité de pilotage du PBF, la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) et les communautés de parties prenantes (y compris les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) : Le projet IJEP a été élaboré avec la participation des acteurs locaux avec des programmes et des expériences sur la thématique, promotion de la paix et participation des jeunes dans les zones cibles. Les acteurs locaux clés mobilisés pour la préparation de ce projet comprennent : le PYPA (Programme for Youth Politician in Africa), l'AFJCI (l'Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire), l'ONG CAHD (Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement), l'OSCS (l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale) et les Plateformes MOJEC mises en place dans le cadre du projet de mobilisation des jeunes pour la Consolidation de la Paix finance par PBF. Le projet est en ligne avec l'axe 2 du PACoP (Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix) des Nations Unies et au projet « Elections et Jeunes » mis en œuvre par le PNUD. L'élaboration du projet s'est appuyée sur les discussions avec le Secrétariat Technique de PBF au niveau local.		
Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes[4] : _2__ Spécifiez le pourcentage **(%)** et le montant **($)** du budget total du projet alloué aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : Le Projet a prévu dédier au moins **40%** des financement à la promotion du Genre ; ce qui représente **US$ 501,040** **Expliquez *brièvement* par quelle (s) intervention (s) principale (s) le projet contribuera à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes[5] :** Le projet IJEP travaillera avec les organisations de jeunesse informelles, aussi bien celles composées de les femmes et de filles qu'avec celles des jeunes hommes.		

[4] **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).
Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière a l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).
[5] Veuillez consulter la note d'orientation du PBF sur les calculs de marqueurs de genre et la consolidation de la paix sensible au genre

L'un des piliers de renforcement de la participation politique des femmes est l'identification et la sélection d'organisations de jeunesse féminine afin de soutenir à travers la création d'espace de promotion et de dialogue entre elles et le renforcement de leurs capacités pour leur participation pleine et entière au processus politique en Côte d'Ivoire. Le projet assurera la vulgarisation des Résolutions 1325 et 1885 du Conseil de Sécurité des Nations Unies mais aussi à soutenir le Réseau des Femmes engagées. Le Projet mettra également un accent sur la résolution 2250 pour la renforcer la participation politique et sociale des jeunes.	
Degré de risque du projet[6] : __1___ Ce choix est justifié par le fait que les périodes électorales ont toujours suscitées des violences depuis 1990 ; cependant, les activités prévues par le projet pourront s'exécuter dans ce contexte au regard des les impacts visibles du projet MOJEC.	
Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement[7]) : **__(2.3)** Prévention/gestion des conflits Le cas échéant, les résultats du **SDCF / UNDAF** auxquels le projet contribue : Sur les trois priorités retenues par le CPU en Côte d'Ivoire, le projet est aligné sur la première qui vise le « **Renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale ».** **Objectifs et cibles de développement durable** auxquels le projet contribue : ODD n°5 : Egalité entre les sexes (5.1, 5.5, 5.6.b), ODD n°10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre (10.2) et ODD n°16 : Paix, Justice et institutions efficaces (16.7, 16.10)	
Type de demande : **Nouveau projet :** ☒ **Révision de projet :** ☐	**Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :** **Extension de la durée :** ☐ Durée additionnelle du projet en mois : **Changement de résultat / sujet :** ☐ **Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :** ☐ **Budget PBF supplémentaire :** ☐ Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :**USD XXXXX** **Brève justification de la révision :**

[6] 0 = risque faible pour la réalisation des résultats
1 = risque moyen pour la réalisation des résultats
2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

[7] (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique
(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits
(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux
(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ;
(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

SIGNATURES DU PROJET :

AGENCE RECIPIENDAIRE[8] ***Nom*** *: Guillaume AGUETTANT* ***Signature*** *:* [redacted] ***Nom de l'agence*** *: CARE International* ***Date et visa*** *:* 07/10/2020	**Représentant du gouvernement national** ***Nom*** *: Mariatou KONE* ***Signature*** *:* [redacted] ***Titre :*** *Ministre de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté* ***Date et visa*** *:* 13 OCT 2020
Coordonnateur résident ***Nom*** *: Philippe POINSOT* ***Signature*** *:* [redacted] ***Titre*** *: Coordonnateur Résident* ***Date et visa*** *:* 9/10/2020	**Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)** Oscar Fernandez-Taranco ***Signature*** *:* [redacted] Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix ***Date et visa*** *:*

[8] Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

processus démocratique et de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire. En effet, malgré le progrès économique constaté et la relative stabilité sociale au cours des dix dernières années avec la confirmation, par la Banque Mondiale de bonnes performances économiques couronnées par la hausse du PIB[8] par habitant, la Côte d'Ivoire reste un pays fragile et à haut risque de basculer dans des violences inter-ethniques induites par les divisions politiques. Aussi, la répartition des fruits de cette croissance n'a pas permis de réduire les inégalités en termes de richesses et opportunités de création de richesses entre les différentes couches sociodémographiques, avec une augmentation constante du taux de chômage des jeunes (15-35 ans) qui représentent par ailleurs 78% de la population ivoirienne. D'ailleurs selon la Banque Mondiale, « *malgré des efforts récents, la Côte d'Ivoire affiche un faible* ***indice de capital humain (0,35)***[9]*, et demeure l'un des pays du monde où* ***les inégalités entre les sexes*** *sont les plus marquées. Le pays gagnerait à redistribuer davantage les fruits de sa bonne performance économique aux populations les plus vulnérables, à intégrer davantage les femmes dans l'économie et à développer son capital humain* ».

Depuis les années 1990, les crises politiques qui se muent en conflits intercommunautaires et/ou ethniques tirent leurs origines dans la manipulation non seulement du Concept de l'Ivoirité[10] mais aussi dans l'échec des politiques sociales pour renforcer la construction d'une Nation ivoirienne jalouse de ses valeurs de diversité. Ce concept qui, utilisé à des fins politiques, constitue un des fléaux majeurs de l'instabilité et des violences politiques de la Côte d'Ivoire contemporaine, est une création de la classe politique. Ce concept malheureux a été utilisé par les différents acteurs politiques pour diverses finalités. Ainsi, s'appuyant sur ce levier de l'ivoirité, tous les acteurs politiques de la Côte d'Ivoire ont d'une manière ou d'une autre défini, communiqué et défendu des idéologies soutenues par des slogans identitaires. Ces idéologies ont malheureusement créé et/ou élargi les clivages politiques et par conséquent créer un phénomène rampant de clientélisme et patronage identitaire dans l'accès aux services, ressources et opportunités à la fois dans les secteurs économiques, sociaux et politiques.

Le prisme identitaire du clientélisme et patronage politique ont, au fil des années réduit les espaces politique et de gouvernance inclusives, et ainsi limité les opportunités de l'engagement civique et politique des jeunes dans la création d'une culture démocratique inclusive. Les formations politiques continuent l'utilisation de ce concept identitaire pour créer des mouvements informels politiques majoritairement constitués des jeunes hommes et femmes. C'est l'exemple des groupes dénommés « ADO Boys et ADO Girls, Cercle National Bédié, 10.000 Filles pour Gbagbo ou encore les Amazones ». Aujourd'hui ces mouvements partisans sont à l'avant-garde de la violence politique et du rétrécissement de l'espace de dialogue politique inclusif.

Avec environ 26% de la population d'origine étrangère, la coexistence pacifique, la tolérance et l'inclusivité dans l'espace politique ivoirien ont toujours constitué des facteurs existentiels de consolidation de la paix et du civisme pour renforcer le sentiment d'appartenance. Dans un environnement dominé par des clivages politiques à base ethnique, l'absence de débats politiques publics inclusifs sur des concepts et messages politiques divisionnistes entrave les efforts de création d'une culture démocratique inclusive. Comme conséquence, les jeunes finissent par développer des stratégies d'adaptation à leur environnement politique très polarisé[11].

Les jeunes en Côte d'Ivoire, surtout ceux des mouvements informels proches des leaders politiques, non reconnus officiellement, continuent d'être mobilisés par différents acteurs pour participer à des conflits politiques sur des bases identitaires. Face à une classe politique et sociale qui a, au fil des années, failli à son devoir civique d'encadrement de la jeunesse aux

---

[8] PIB : https://donnees.banquemondiale.org/pays/cote-d%27ivoire

[9] https://www.banquemondiale.org/fr/country/cotedivoire/overview

[10] Ivoirité : Concept utilisé a des fins politiques pour catégoriser les ivoiriens (Ivoiriens de souche, de circonstance et étrangers)

[11] Centre de recherche et d'action pour la paix - Université de Cocody, Abidjan

valeurs de tolérance et d'inclusion démocratique, et avec des jeunes filles totalement absente de cette sphère en raison de caractère violent des méthodes de revendications, les jeunes constituent le premier réservoir de recrutement des acteurs de la machine de violence politique en Côte d'Ivoire.

Plusieurs facteurs expliquent la vulnérabilité des jeunes (15-29 ans) au recrutement dans les mouvements politiques violents qui sont à la base de la continuation de l'instabilité politique et le manque de cohésion sociale. Les jeunes femmes sont particulièrement défavorisées en raison de la discrimination fondée sur le sexe, normes culturelles, des pratiques religieuses, mais aussi du manque persistant d'accès à l'éducation. Les principales causes de tensions sont essentiellement une densité de population croissante associée à une définition idéologique d'un véritable ivoirien. Les jeunes en général, pauvres et moins éduqués, sont exclus de la gestion des affaires publiques. En conséquence, très peu de jeunes votent (37,2% en 2014). Ce pourcentage est encore trop bas parmi les jeunes filles et femmes, surtout celles vivant dans les milieux ruraux.

Le faible taux de participation des jeunes aux élections indique un désengagement civique, d'où l'attaque aux symboles de l'état lors des manifestations contre celui-ci et la détérioration ou le sabotage des biens publics (Destruction des bus de la compagnie de transport publics à Abidjan, barrage ou dégradation de la voirie à l'intérieur du pays). Ce désengagement civique des jeunes semble être une tendance inquiétante au cours des 10 dernières années. Une des raisons majeures de ce désengagement semble être la perte de confiance dans les institutions publiques, en particulier celles chargées de la sécurité, de la justice et des élections. En outre, le désengagement a été soutenue par l'absence de politique nationale de cohésion sociale inclusive et orientée vers les jeunes. Ainsi, la Côte d'Ivoire reste parmi les pays avec des taux élevés d'inégalité des richesses et genre au monde, tel que confirmée par les récents rapports de l'indice de l'égalité des sexes des Nations Unies.

''Initiatives des Jeunes Engagés pour la consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire- (IJEP)'' vise à **tout en valorisant les acquis du projet MOJEC avec les jeunes des organisations structurées et formelles de la société civile, vise à développer chez les jeunes (hommes et femmes), des mouvements informels, non structurés et non reconnus de l'Administration, les aptitudes nécessaires à leur engagements dans les mouvements pacifiques de consolidation de la paix par la création ou le renforcement et l'animation d'espaces d'expressions politiques libres. IJEP mettra un accent particulier sur la reconnaissance et la valorisation des jeunes en renforçant la redevabilité politique et sociale des leaders politiques mais aussi en soutenant la co-construction de programmes nationaux adaptés répondant aux besoins prioritaires de la jeunesse.** A travers des activités prédéfinies visant à augmenter la participation civique et politique des jeunes hommes et femmes, le projet assurera la mise ne place d'un environnement favorable à l'expression libre et a l'implication civique et politique des jeunes (surtout la jeune femme) dans le dialogue politique. Le projet va renforcer la redevabilité des leaders politiques pour soutenir les jeunes à faire entendre leurs voix et priorités dans les espaces de dialogue politique et de gouvernance inclusive, sensible au genre, en vue de la consolidation de la paix et d'une culture de l'alternance politique et démocratique. Ainsi, à travers une participation active, les jeunes (hommes et femmes) se sentiront moins aliénés et marginalisés par les leaders politiques. Le projet travaillera au **renforcement des capacités des associations de jeunes femmes et de jeunes hommes et de leur leadership dans les domaines de la cohésion sociale, de la consolidation de la paix, de la prévention et la gestion pacifique des conflits afin qu'elles deviennent des vecteurs de paix et de cohésion sociale**, axe 2 du Plan d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) soutenu par le Secrétariat Technique du Fonds du Secrétaire General pour la Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire. Le projet va initier des forums de discussions entre les mouvements des jeunes et différentes entités constitutives de la classe politique ivoirienne. Ainsi, le projet va poursuivre la vulgarisation de la résolution 2250 du 09 décembre 2015 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur le thème « Jeunesse, paix et sécurité. Dans le cadre de la domestication

de la résolution 1350 des Nations Unies sur la participation des femmes, la Côte d'Ivoire a élaboré un plan d'action après sa ratification. Le projet IJEP soutiendra cette initiative gouvernementale pour l'amélioration de la participation des femmes et surtout des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité à travers le renforcement de leur leadership.
Le projet IJEP vise à renforcer la consolidation de la paix et la participation politique citoyenne des jeunes des mouvements informels à travers la **participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les processus politiques et de la redevabilité mutuelle des acteurs sur le suivi des engagements politiques et citoyens pour les détourner de la violence et des comportements à risque**. Il s'agira d'offrir des opportunités d'interactions entre ces jeunes des mouvements informels, non valorisés et marginalises, à s'engager dans des actions pacifiques pour toutes les périodes électorales que la Cote d'Ivoire connaitra à partir de 2020 jusqu'en 2022. IJEP va directement contribuer à la priorité 1 du Cadre de Planification Unique (CPU 2017-2020) du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

a) ***Description de la façon dont le projet s'aligne avec / soutient les cadres stratégiques gouvernementaux et des Nations Unies existants [12], et comment il garantit l'appropriation nationale.***

IJEP vise l'engagement des jeunes (hommes et femmes) des mouvements informels dans des actions civiques et politiques à travers la création d'espaces d'expression politique et sociale libre favorisant la consolidation des acquis démocratiques et sociales de la Cote d'Ivoire. Le projet va engager les jeunes des mouvements informels des jeunes (hommes et femmes) dans des actions catalytiques soutenant leur transformation en promoteur et défenseur des valeurs républicaines favorable à la paix et à la cohésion sociale. Le projet s'aligne ainsi sur le domaine 2.3 du PBF relatif à la Prévention/gestion des conflits dans les pays d'intervention.
Dans le cadre de son appui à la Cote d'Ivoire, le système des Nations Unies a mis en place le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) dont le projet IJEP s'aligne parfaitement avec l'axe prioritaire 1 : Cohésion sociale et réconciliation nationale.
IJEP travaillera en synergie avec les initiatives de promotion et de consolidation de la paix mises en œuvre par le Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire et ses différentes agences mais aussi avec les autres partenaires techniques et financiers tels que le NDI, l'USAID en s'appuyant sur les mécanismes citoyens qu'ils ont créés afin d'augmenter la participation civique et politique active des jeunes. Le projet va bâtir sur les leçons apprises du projet MOJEC exécute par CARE en valorisant l'apport des jeunes dans la consolidation des acquis et le projet de lutte contre les discours de haines soutenu par le PNUD. Particulièrement, le projet visera la création des synergies avec les projets suivants :

- Les jeunes comme moteurs de prévention des discours de haine et des conflits socio-politiques et communautaires (PNUD-ONUFEMME)
- Projet appui au processus démocratique et de Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire
- Renforcement de la participation des jeunes et des associations de jeunes à la consolidation de la paix dans le sud et le centre Ouest de la Côte d'Ivoire'' – UNICEF

Le projet IJEP créera une dynamique catalytique d'impulsion de la participation civique inclusive des jeunes dans les espaces politiques en se faisant aider par les nouvelles technologies de la communication et de l'information, le renforcement de la sensibilisation et de la formation des jeunes sur des thématiques liées à la participation citoyenne, la prévention et la résolution pacifique des conflits.
Le projet va directement contribuer à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 du Gouvernement Ivoirien notamment sur la priorité 3 du pilier lié à la gouvernance ''D'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités''. Le projet va

[12] Y compris les stratégies et engagements nationaux en matière de genre et de jeunesse, tels qu'un plan d'action national sur 1325, une politique nationale de la jeunesse, etc.

ainsi également s'aligner sur les ODD n°5 : Egalité entre les sexes (5.1, 5.5, 5.6.b), ODD n°10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre (10.2) et ODD n°16 : Paix, Justice et institutions efficaces (16.7, 16.10).

Le cycle électoral qui vient de démarrer avec les prochaines élections présidentielles prévues pour le 31 Octobre 2020 suscitent des appréhensions tant les divisions politiques sont acerbes et sont considérées comme un réel test pour la consolidation de la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire. Depuis l'annonce de la Candidature du Président actuel de rempiler pour un autre mandat, le pays traverse une période d'incertitude avec des violences qui sont enregistrées avec des morts et d'importants dégâts matériels. Ces violences qui sont le fait de jeunes sympathisants politiques ou affilies à des leaders politiques de par l'ethnie ou la région, sans véritables repères et formation politique et citoyenne adéquate. Ils sont le fait d'une population grandissante des jeunes à risque, membres des mouvements informels de soutien à des partis ou leaders politiques sur la base de l'ethnie, de la région dans un contexte dominé par les divisions et discours identitaires qui promeuvent la division. Face à ces dérives constatées, le projet va contribuer à augmenter la participation civique des jeunes dans le processus démocratique et faire entendre leur voix à travers un engagement civique actif des jeunes dans les actions de consolidation de la paix.

Le projet va contribuer au résultat du plan prioritaire de consolidation de la paix suivant : ''renforcer le dialogue et la confiance entre les acteurs politiques, les femmes et les jeunes en vue d'élections pacifiques.''

IJEP est une intervention bâtit sur les expériences passées de CARE notamment des projets SWEEP et MOJEC financés par le PBF ayant mis l'accent respectivement sur l'engagement des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix et de la sécurité. Pour ces deux projets, il a été réalisé une cartographie des réseaux et mouvements d'associations formelles de jeunes et de femmes actifs dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'une des leçons apprises est que plus de 80% des mouvements et réseaux des jeunes ne sont pas reconnus par les autorités locales et n'ont pas accès aux espaces et opportunités de dialogue politique. Ceci limite leur engagement en tant que citoyens à la fois dans les processus électoraux, la gouvernance locale et les efforts des différents acteurs dans la consolidation de la paix et la sécurité surtout en milieu rural.

Le projet IJEP a deux composantes interconnectées en vue du renforcement de la participation des jeunes des mouvements informels :

- La première composante vise à **renforcer le leadership et l'engagement citoyen des jeunes avec un accent particulier sur les jeunes femmes, dans le suivi des actions politiques des leaders politiques liés aux processus électoraux**. Le projet va faciliter les organisations des jeunes de s'engager dans le suivi des actions politiques des acteurs et formations politiques de tout bord.
- La deuxième composante vise **le renforcement des mécanismes de redevabilité politique et citoyenne pour soutenir la participation politique inclusive et citoyenne des jeunes des mouvements informels.**

b) **Résumé des interventions existantes** dans le secteur de la proposition.

Nom du projet (durée)	**Donateur et budget**	**Orientation du projet**	**Différence / complémentarité avec la proposition actuelle**
Projet d'appui à la Réinsertion Socioéconomique des Migrants de retour – PARSEM (CARE) Durée : 20 mois	Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne à travers l'Organisation Internationale pour les Migrations Budget : 1,000,000 USD	Mise en place d'Activités Génératrices de Revenu pour les Migrants	L'accent est mis sur la réinsertion économique des migrants et les 2 projets ont 3 sites en communs (Abidjan, Daloa et Bouake)

Les jeunes comme moteurs de prévention des discours de haine et des conflits socio-politiques et communautaires (PNUD) Durée : 18 mois	Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies Budget : 2,500,000 USD	Réduire les risques de violences liées aux discours d'incitation à la haine et à la diffusion de fausses informations à travers une implication active des jeunes (hommes et femmes)	La complémentarité réside à la fois dans le choix de la cible (les jeunes hommes et femmes) et la lutte contre les fausses informations.
Projet appui au processus démocratique et de Consolidation de la Paix en Côte d'Ivoire (PNUD) Durée : 33 mois	Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies Budget : 1,700,000 USD	Accompagnement du dialogue politique par la création d'un climat apaise et la participation politique des jeunes.	Ce projet est complémentaire à IJEP avec l'accompagnement du dialogue politique, la création d'un climat de paix et promotion de nouveaux acteurs et la participation politique des jeunes leaders (hommes et Femmes).
Political Transition and Inclusion (PTI) (NDI – CARE) Durée: 4 ans	USAID à travers le National Democratic Institute (NDI) Budget: 1,197,162 USD	Renforcement de l'accès des jeunes aux opportunités économiques afin de soutenir leur participation aux dialogues politiques inclusif.	Ce projet est complémentaire à IJEP en raison de la cible constituée de jeunes et renforce la participation politique des jeunes pour une transition politique apaisée

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

a) Une brève **description de l'orientation stratégique et de l'approche du projet -**

Le projet IJEP vise l'engagement des jeunes (hommes et femmes) des mouvements informels, dans le cadre de leur participation aux dialogues politiques, à devenir des acteurs de Consolidation de la Paix et de la sécurité dans une période aussi sensible que celle des prochaines élections en Côte d'Ivoire. La principale innovation de ce projet se présente alors à travers les trois points suivants dont (1) la mobilisation des jeunes des mouvements informels pour les transformer en catalyseurs de paix à travers leur encadrement et les différentes formations, (2) l'appui aux femmes leaders pour soutenir l'émergence des femmes membres des mouvements sociaux afin de renforcer leur participation au processus politique et de consolidation de paix et (3) l'introduction de solutions numériques pour renforcer/créer les plateformes virtuelles et pour renforcer la participation des femmes aux mécanismes de rapportage des incidents sécuritaires de l'Observatoire de la Solidarité et de la Cohésion Sociale. Il est bati sur les experiences passees de CARE et de ses partenaires dans programmation basée sur la prise en compte des problematiques des jeunes en Afrique de l'Ouest qui pointe le manque d'espaces pour que les jeunes puissent s'exprimer pacifiquement et être entendus et surtout la valorisation de leur participation afin d'assurer que leur voix soit respectée et que leurs préoccupations soient prises en compte.. Ainsi, IJEP est basé sur la théorie de changement ci-dessous.

b) La théorie du changement » au niveau du projet : Dans le contexte ivoirien marqué par de nombreux désaccords politiques sur toutes les prochaines élections de 2020 a 2022, par ailleurs considérées comme un réel test pour la consolidation de la paix et la stabilité politique et sociale en Côte d'Ivoire, et au regard surtout de la population importante de jeunes en général

et particulièrement celle des mouvements informels (syndicats, associations de quartiers et autres groupements de jeunes) à risque de participation dans les violences politiques, et communautaires: ***Si*** *le leadership et l'engagement pacifique civique des jeunes (hommes et femmes) sont développés et promus pour influencer dans les espaces de prise de décision politique et inclusive, et* ***Si*** *des espaces de dialogue entre les jeunes des mouvements informels et formels d'une part et entre eux et les partis politiques d'autre part sont renforces pour exprimer leurs préoccupations, leurs priorités et créer des programmes communs tenant comptes de leus aspirations****, Alors*** *les jeunes deviendront des "ambassadeurs de la stabilité politique et sociale"* ***Car*** *ils seront moins susceptibles de manipulation politique et de s'engager dans des activités violentes*

c) **Fournir une description narrative des principales composantes du projet**

Le projet IJEP vise à renforcer la participation politique pacifique et inclusive des jeunes (hommes et femmes) dans le cadre de la transition politique en cours dans le pays pour les deux prochaines années. D'une durée de 18 mois, IJEP mettra l'accent sur la participation des jeunes des mouvements informels proches des partis politiques qui sont les plus engagés dans la violence politique. Le projet va travailler sur deux composantes dont la première (1) vise à augmenter le leadership et l'engagement citoyen des jeunes (hommes et femmes) des mouvements informels dans les actions pacifiques et lutter contre les divisions et clivages politiques identitaires ; (2) Augmenter la redevabilité politique aussi bien au sein des mouvements de jeunesse, de la société civile que des partis politiques valorisant l'engagement des jeunes.

Résultat 1 : Le leadership et l'engagement des jeunes leaders (hommes et femmes) des mouvements informels sur les règles démocratiques et les valeurs citoyennes pour faire face à la manipulation politique ont augmenté

Produit 1.1: Le dialogue inclusif entre les jeunes femmes et hommes des mouvements sociaux est renforcé

- Organiser des espaces de dialogue inclusif entre les jeunes leaders femmes et hommes sur les thématiques collectivement choisies
- Identifier des leaders modèles (hommes et femmes) pour la formation et l'accompagnement des jeunes filles des partis politiques et de la société civile
- Organiser des formations sur le GED (Genre – Equité et Diversité) pour renforcer la participation politiques des femmes et des autres groupes marginalisés
- Renforcer les capacités des ambassadeurs GENRE des plateformes régionales pour soutenir la participation et la responsabilisation des femmes dans le débat politique

Produit 1.2 : Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différents mouvements sociaux est en place et fonctionnel

- Mise en place de plateforme de coordination des mouvements sociaux des organisations formelles et informelles dans les villes d'intervention
- Assurer la formation des mouvements sociaux sur les processus démocratiques et citoyenne
- Accompagner les activités des plateformes dans les actions citoyennes

Produit 1.3 : La participation citoyenne des jeunes femmes et hommes est renforcée à travers une formation accrue.

- Former des jeunes sur les résolutions 2250 et 1325 du Conseil de Sécurité sur la participation politique des Jeunes et des femmes

- Renforcer le leadership des filles dans les organes de prises de décisions des mouvements identifiés
- Appuyer l'organisation des journées locales et nationales de la citoyenneté et du jeune
- Former les Jeunes à l'utilisation des cartes communautaires de performance et l'analyse de l'action sociale (CSC & SAA)
- Accompagner les jeunes et les détenteurs de pouvoir dans la mise en œuvre de mécanisme de redevabilité sociale à travers les cartes communautaires de performance

Produit 1.4 : Les mouvements des jeunes sont renforcés dans le dialogue politique et citoyen

- Organiser des actions de plaidoyer sur la gouvernance participative selon la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies
- Vulgariser le code de déontologie et de bonne conduite dans les actions politiques des jeunes
- Appuyer les mouvements des jeunes dans la préparation d'un livre blanc sur la participation politique des jeunes
- Vulgariser les actions du Parlement des Jeunes

Résultat 2 : La redevabilité politique entre les jeunes des groupes formels et informels, les acteurs de la société civile et les acteurs des partis politiques est renforcée

Produit 2.1: Le contrôle de l'action politique par les jeunes est renforcé à travers leur participation citoyenne.

- Former des jeunes sur la citoyenneté et le contrôle de l'action publique
- Organiser des journées de mobilisation citoyenne des jeunes des mouvements informels
- Créer un cadre de collaboration et de coordination des actions citoyennes avec les autres plateformes de jeunes
- Appuyer les initiatives des jeunes femmes pour la consolidation de la paix
- Appuyer les actions de plaidoyer des jeunes au niveau du parlement et du Senat

Produit 2.2 : Les mouvements des jeunes sont actifs dans les mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques.

- Mettre en place et formation des jeunes sur les mécanismes d'alertes précoce avec l'appui de l'OSCS
- Former des jeunes sur les causeries éducatives pour le renforcement des mécanismes d'alerte précoce
- Former des jeunes sur le monitoring de la cohésion sociale et de la solidarité nationale
- Renforcer les capacités opérationnelles de l'OSCS dans l'alerte précoce
- Formation des jeunes leaders sur la mise en place d'une stratégie de plaidoyer pour la participation politique des jeunes (hommes et femmes) en général et des femmes en particulier

Produit 2.3 : Un mécanisme des jeunes pour le suivi des actions politiques est en place et fonctionnel

- Créer et animer des espaces de dialogues inclusifs entre les jeunes de la Société Civile et les leaders des partis politiques
- Créer d'espaces virtuels de discussions démocratiques sur les médias sociaux entre jeunes eux-mêmes ; et entre jeunes, la société civile et les leaders des partis politiques
- Former des mouvements politiques et de la société civile sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques, la traçabilité et le rapportage des incidents de violences politiques

- Renforcer le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS à travers la sélection et la formation de nouveaux moniteurs
- Appuyer l'organisation de causeries éducatives pour le renforcement de l'alerte précoce au niveau communautaire
- Appuyer les jeunes, la société civile et les leaders des partis politiques dans l'élaboration conjointe des plans d'action et leurs mécanismes de suivi visant à consolider la redevabilité politique

d) **Ciblage du projet**

IJEP sera exécuté dans les zones identifiées comme potentiellement volatiles en termes de d'engagement des jeunes dans les violences politiques et communautaires au cours des deux prochaines années. Ainsi, sur le tableau ci-dessous présente les zones d'intervention du projet IJEP et la justification du choix de la localité :

#	Localités	Justification du choix
1	District des Savanes – (Korhogo, Ferkessédougou)	Grandes villes du Nord, elles ont été confrontées à des violences politiques en 2018 avec la mort d'un militant de l'opposition. Le rétrécissement de l'espace politique renforce l'absence d'espace d'expression politique libre pour les jeunes, faisant ainsi planer le risque de violences post électorales.
2	Zone Centre Vallée du Bandama et Iffou (Bouake et Daoukro)	Bouaké reste une localité avec des problèmes sécuritaires majeurs. Elle a enregistré des mouvements de violences politiques en 2019 avec la condamnation de l'un des leaders locaux du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) entre dans l'opposition. Daoukro est la capitale de la Région de l'Iffou, qui a enregistré l'une des manifestations les plus violentes liées à la période électorale le 13 septembre avec au moins 3 morts et de nombreux dégâts matériels.
3	Zone Ouest Daloa - Guiglo	Ces 2 principales villes de l'Ouest sont cosmopolites avec une importante communauté étrangère et principalement de la sous-région (Mali, Burkina Faso et Niger). Elle est une zone où l'on rencontre beaucoup de conflits intercommunautaires lies fonciers mais sur des bases politiques.
4	Abidjan (Abobo, Yopougon, Port Bouet, Koumassi, Treichville)	Capitale économique du pays, Abidjan est le cœur de la vie politique du pays avec des quartiers a risque dans leur participation aux violences politiques en période électorale : Abobo et Yopougon sont respectivement affiliés aux deux grands partis politiques, RHDP (Parti au pouvoir) et le FPI (parti majoritaire de l'opposition). Par ailleurs, lors des dernières élections municipales, les Communes de Port-Bouet et Treichville, fortement colores pour le (PDCI) ont été fortement secouée par des violences électorales avec le rejet des résultats et la reprise des élections.

Les principaux bénéficiaires du projet sont :

- **132 organisations de jeunesses (hommes et femmes) :** Les organisations de jeunesse informelles ciblées par cette intervention sont :
  - ➔ Les « grains » : Il s'agit d'associations informelle de jeune dans un secteur défini dans les villes. Ces jeunes ont en commun soit un leaders politiques ou des pratiques cultuelles ou culturelles similaires.
  - ➔ Les groupes d'entente jeunes qui sont des petites organisations de jeunes organisées sous la forme d'association n'ayant aucune reconnaissance administrative
  - ➔ Les mouvements de soutien politique qui sont juste des regroupements de jeune dont le lien est basé par le soutien à un leaders politiques ou communautaire.

A raison de 12 organisations par Communes, elles constituent les principaux bénéficiaires de l'intervention. Le projet va cibler directement 10,000 jeunes dont 50% de femmes dont l'âge varie entre 18 et 40 ans. Ils sont par ailleurs les principaux acteurs de violences dont la transformation permettra de consolider la paix et la sécurité.

- **7 plateformes d'organisations de la société civile** : La contribution de la société civile à la consolidation de la Paix reste très importante. Elles seront assistées dans le cadre du **projet pour le renforcement de la participation citoyenne et civique des jeunes** dans le suivi des décisions et engagements politiques.
- **Les plateformes d'alerte précoce existantes** : véritables outils de contrôle citoyen, les plateformes mis en place avec l'appui de PBF et celles créés par d'autres appui seront mis à contribution pour assurer une coordination efficace et un partage de l'information. Cette coordination permettra de disséminer les informations et de les rendre beaucoup plus accessibles aux jeunes y compris ceux qui ne sont pas en milieu urbain.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

La mise en œuvre du projet sera supervisée par un comité de coordination du projet constitué par les responsables des différentes structures partenaires : CARE, l'OSCS, l'AFJCI et CAHD. Le comité de coordination sera responsable de la qualité et de la performance de mise en œuvre du projet. Ce comité sera l'interface entre l'équipe projet et le Secrétariat Technique de PBF en Côte d'Ivoire.

a) Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre

Organisation récipiendaire : CARE International est le récipiendaire principal de ce financement de UNPBF. CARE International, fondé en 1945, est une organisation leader dans le secteur humanitaire et le développement avec des interventions dans plus de 90 pays. CARE travaille dans le domaine de la consolidation de la paix à l'échelle mondiale, dans les domaines de la gouvernance participative et inclusive et de l'humanitaire. Les femmes et les jeunes filles sont au cœur de la programmation de CARE dans le monde et particulièrement dans les contextes des pays dits fragiles. CARE est présente en Côte d'Ivoire depuis 2002 et a mis en œuvre divers projets de la consolidation de la paix et de la sécurité communautaire. Les interventions récentes ont contribué au renforcement de l'influence des femmes et des jeunes dans les processus de prise de décision au niveau politique comme MOJEC, communautaire et surtout dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Les partenaires de mise en œuvre :

- **Conseil pour l'Assistance Humanitaire et le Développement (CAHD)** est une ONG locale ivoirienne. CAHD a exécuté les projets SWEEP et MOJEC financés par UNPBF et SURE[13] financé par BPRM[14], sous la supervision de CARE Côte d'Ivoire.
- **Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)** est une association ivoirienne des femmes engagées dans la promotion de l'égalité genre et des droits des femmes en particulier. L'organisation a entrepris des actions de plaidoyer, lobby et de renforcement des capacités sur les droits des femmes en Côte d'Ivoire. AFJCI met actuellement en œuvre les Projets PRODEF (Protection des Défenseurs des Droits de l'homme) et Projet ''Dynamique citoyenne pour des élections législatives apaisées en Côte d'Ivoire'' financé respectivement par l'USAID et le PNUD. L'AFJCI a participé également à la mise en œuvre des projets SWEEP et MOJEC financés par UNPBF sous la supervision de CARE.
- **Les Plateformes MOJEC et PYPA** : Il s'agit des structures communautaires, composée des jeunes des organisations de la Société civile et des partis politiques mis en place au cours du projet précédent. Elles ont contribué à la définition des activités pour un meilleur ciblage des jeunes, participants à ce projet.

[13] SURE: Sustainable Socio-economic Reintegration of Refugee Returnees
[14] BPRM : Bureau of Population, Refugie and Migration (Gouvernement des Etats Unis d'Amérique)

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc.)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
Organisation de convocation : CARE International UK	**3,696,171** USD	Bailleurs de fonds	Abidjan, Bouaké, Daloa et Soubré	85 employés dont 46 sur le terrain et 39 base au bureau d'Abidjan	Gouvernance, Plaidoyer et Genre, Autonomisation des Femmes et des Jeunes
Partenaire d'exécution : AFJCI	2,447,058.06 USD	Bailleurs de fonds,	Abidjan, Bouake, Korhogo, Daloa, Guiglo	92 salaries et 300 bénévoles engages dans les actions dans les zones du projet	Expert en Droit Humain, Gouvernance, Droit de la Femme
Partenaire d'exécution : CAHD	172,727 USD	Bailleurs de fonds,	Abidjan, Bouake,	16 employés et 10 personnes bénévoles à déployer selon le besoin	Mobilisation Communautaire, Protection, Cohésion sociale

b) **Gestion et coordination du projet** –

Le projet IJEC sera mis en œuvre conjointement par CARE et ses partenaires sous la supervision globale du Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la pauvreté. Ces organisations ont ensemble plus de cinq (5) années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix, genre et gouvernance inclusive. Le personnel clés du projet décris ci-dessous sera couvert par 20% du budget total du projet :

- **Coordonnateur programme (10%)** : elle/il sera responsable de la supervision du travail du chef de projet et principal interlocuteur du secrétariat local de PBF par rapport la coordination des interventions de UNPBF en Côte d'Ivoire.
- **Chef de Projet (100%)** : Il est responsable de la mise en œuvre technique et opérationnelle du projet. Il supervisera les activités des partenaires et assurera le respect du chronogramme défini d'un commun accord dans les engagements avec le bailleur, les bénéficiaires et les structures étatiques.
- **Responsable Suivi/Evaluation et Gestion des Connaissances (50%)** : Responsable de la collecte des données du projet et de la documentation et partage des leçons apprises du projet.
- **Conseiller Technique en Genre et Plaidoyer (30%)** : Le Conseiller Technique Genre et Plaidoyer assistera l'équipe projet et des partenaires dans l'élaboration et l'exécution de la stratégie de GENRE et Plaidoyer pour une grande participation des jeunes en général et particulièrement des jeunes femmes dans les espaces de dialogue politiques.

c) **Gestion des risques**

Risque spécifique au projet	Niveau de risque (faible, moyen, élevé)	Stratégie d'atténuation (y compris les considérations Ne Pas Nuire)
Récupération politique des espaces publiques et réseaux créés	Elevé	Mise en place d'une stratégie de communication sur les objectifs du projet pour cibler les acteurs clés que sont les autorités locales, les mouvements des jeunes, les partis politiques"
Participation des mouvements des jeunes	Elevé	Utilisation de la stratégie de communication du projet pour développer des messages ciblant les partis politiques et les jeunes

dans les violences électorales		
Changements dans la législation, la réglementation et les pratiques des tribunaux, entraînant une forte détérioration de l'État de droit et de la participation politique des jeunes	Faible	CARE et ses partenaires de mise en œuvre sont fortement ancrés dans un réseau d'acteurs de la société civile bien informés. Cela permettra à l'équipe du projet d'être constamment au courant des changements potentiels de la législation et de réagir rapidement. Le projet de CARE conservera sa flexibilité afin de s'adapter rapidement à l'évolution des caractéristiques juridiques contextuelles et des besoins des bénéficiaires

d) **Suivi / évaluation** –

Le plan de suivi/évaluation et de gestion des connaissances de IJEP comprend : (1) Le suivi de routine des activités du projet pour la documentation et le suivi de la performance du projet ; (2) la documentation et la dissémination des bonnes pratiques et des leçons apprises des initiatives du projet ; et enfin (3) la conduite des micro-enquêtes de perceptions pour évaluer les effets du projet. Le projet va allouer environ 10% du budget total du projet aux activités M&E. Le cadre des résultats du projet en annexe B sera finalisé en collaboration avec le bureau local du secrétariat de PBF au cours du premier trimestre du projet afin de renforcer la synergie du projet avec d'autres initiatives financées par UNPBF dans le cadre du Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP).

- ✓ **Un plan de mise en œuvre détaillé des activités :** l'équipe projet va élaborer un plan de mise en œuvre détaillé des activités. Ce plan sera basé sur l'élaboration du plan de travail annuel des différents partenaires de mise en œuvre pour assurer la cohérence et l'alignement des différentes activités du projet en fonction des résultats visés.
- ✓ **Un plan de rapportage des activités :** Le plan va permettre de d'assurer de la qualité, la promptitude et un bon ciblage des audiences internes et externes pour la diffusion des rapports et autres produits d'information sur le projet. Le projet va d'une manière particulière utiliser l'outil AIIR[15] de CARE pour suivre et mesurer l'impact des actions de plaidoyer et d'influence pour une grande participation des jeunes dans les espaces de dialogues politiques. Les données reflétant les points de vue et les expériences des bénéficiaires du projet seront désagrégées par sexe et par âge pour mieux informer notre analyse et suivre le progrès du projet vers l'atteinte de ses objectifs.
- ✓ **Un plan de suivi/évaluation du projet :** le projet va développer un plan détaillé de suivi/évaluation des activités du projet. Le Responsable Suivi/Evaluation va développer les outils numériques de collecte des données via Kobo toolbox sur les activités afin d'optimiser l'utilisation des supports digitaux dans le suivi des activités du projet et ainsi réduire l'impact du projet sur l'environnement. Les informations et données sur l'état d'avancement du projet seront centralisées dans une base de donnée liée au système central de gestion des données des projets de CARE Cote d'Ivoire et du Secrétariat Technique de PBSO en Côte d'Ivoire (SISE[16]).
- ✓ **Micro-enquêtes de perception semestrielles :** Le projet va mener des micro-enquêtes de perception semestrielles pour collecter les perceptions des bénéficiaires directs et indirects sur la situation relative aux des indicateurs de progrès du projet pour comprendre de quelle manière le projet avance vers l'attente de l'impact souhaité.
- ✓ **Evaluation externe du projet :** L'équipe projet va organiser, en consultation avec le Secrétariat du PBF en Côte d'Ivoire, une évaluation finale externe du projet. L'évaluation va se concentrer sur la mesure de l'impact et les effets catalytiques des interventions du projet.

[15] AIIR: Advocacy Impact Inquiry Reporting
[16] SISE: Systeme Integree de Suivi Evaluation

e) **Stratégie de fin de projet / durabilité**

Le projet va s'appuyer sur le renforcement de l'appropriation des actions clés du projet par les plateformes des mouvements des jeunes mis en place et les partis politiques pour assurer la continuité et la durabilité des acquis du projet.

- Le projet va mobiliser et engager les mouvements des jeunes (hommes et femmes) ainsi que les leaders politiques, à identifier, créer et développer des plans de mise à jour des compétences nécessaires pour la gestion et le maintien des plateformes et mécanismes citoyens des jeunes soutenus par le projet pour catalyser l'action citoyenne des jeunes dans les processus démocratiques électorales du pays. Les parties travailleront ainsi ensemble pour mieux définir les conditions de durabilité des actions engagées au cours du projet.
- IJEP sera mis en œuvre en synergie avec d'autres initiatives finances par le PBF pour renforcer et amplifier l'aspect catalytique des actions/initiatives engagées qui contribuent directement à la création d'un environnement favorable à la consolidation de paix et cohésion sociale.
- IJEP travaillera avec les leaders politiques de la jeunesse pour développer un code de redevabilité dans le cadre des actions politiques pour assurer la prise en compte de la voix des jeunes dans les processus de prises de décisions au sein des partis politiques.

IV. Budget du projet

Résultats	**Budget proposé en $ US**	**Justifications**
Résultat 1: Le leadership et l'engagement des jeunes leaders (hommes et femmes) des mouvements informels sur les règles démocratiques et les valeurs citoyenne pour faire face à la manipulation politique ont augmenté grâce à une meilleure information/formation politique	399,500	Les jeunes des mouvements informels sont reconnus pour leur leadership dans la mobilisation de leur pair dans les actions politiques. Il s'agira pour le projet de soutenir la transformation positive de ce leadership pour soutenir un engagement positif dans la Consolidation de la paix et le civisme.
Résultat 2: La responsabilité politique par le dialogue entre les jeunes des groupes formels et informels, les acteurs de la société civile et les acteurs des partis politiques est renforcée	250,287	Le projet va mettre un accent sur la co-création de programmes jeunes avec la prise en compte des priorités des jeunes. Le projet mettra en place un cadre de redevabilité des différents acteurs pour les engager au respect des décisions et créant ainsi, un cadre dynamique de concertation entre les bénéficiaires que sont les jeunes de l'action publique et les décideurs.
Coordination, Communication, Visibilité et Suivi/évaluation	602,815	Le projet mettra en place une stratégie de suivi évaluation dynamique et robuste pour suivre la satisfaction des bénéficiaires de l'action. Ce dispositif sera soutenu par un mécanisme digital soutenu par l'OSCS. CARE fera une évaluation externe et un audit financier pour clôturer les activités du projet.
Total	**1,252,602**	

CARE peux vous confirmer qu'aucun fonds de la subvention du PBF ne servira à financer des activités à but lucratif de CARE International UK (CIUK). CIUK est une organisation caritative, à but non lucratif, enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (292506) et n'exerce aucune activité à but lucratif.

Annexe A. Liste de contrôle de l'état de préparation de la mise en œuvre du projet

Question			mmentaire
Planification			
1. Tous les partenaires d'exécution ont-ils été identifiés ? Sinon, quelles sont les étapes restantes et calendrier proposé	X		
2. Les mandats du personnel clé du projet ont-ils été finalisés et prêts à être publiés ? Veuillez joindre à soumission			NA
3. Les sites du projet ont-ils été identifiés ? Sinon, quel sera le processus et le calendrier	X		
4. Les communautés locales et les bureaux gouvernementaux ont-ils été consultés / sensibilisés sur l'existen du projet ? Veuillez indiquer quand cela a été fait ou quand cela sera fait.	X		
5. Une analyse / identification préliminaire des leçons apprises / des activités existantes a-t-elle été effectuée ? Sinon, quelle analyse reste-t-il à faire pour permettre la mise en œuvre et le calendrier propo ?	X		
6. Les critères des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Sinon, quels seront le processus et le calendrier.	X		Ils devront être cependant discutes valides avec les autorités des vill d'intervention
7. Des accords ont-ils été conclus avec les homologues gouvernementaux concernés concernant les sites mise en œuvre du projet, les approches, la contribution du gouvernement?			NA – Le projet ne mobilise pas contrepartie nationale
8. Des dispositions claires ont-elles été prises sur l'approche de mise en œuvre du projet entre l organisations bénéficiaires du projet ?	X		CARE dispose d'une politique de trav avec les partenaires locaux (ONG structures gouvermentales)
9. Quelles autres activités préparatoires doivent être entreprises avant que la mise en œuvre effective du projet puisse commencer et combien de temps cela prendra-t-il?	N/A		
Genre			
10. L'expertise de l'ONU en matière de genre a-t-elle influencé la conception du projet (par exemple, un conseil / expert / point focal en matière de genre ou un collègue d'ONU Femmes a-t-il apporté sa contribution) ?		X	CARE dispose d'expert GENRE qui soutenu l'élaboration du Projet
11. Des consultations avec des femmes et / ou des organisations de jeunesse ont-elles éclairé la conception projet?	X		Le projet est base sur les consultatio avec les jeunes (hommes et femme des plateformes existantes
12. Les indicateurs et cibles du cadre de résultats sont-ils ventilés par sexe et par âge ?	X		
13. L'annexe budgétaire comprend-elle des allocations vers GEWE pour toutes les activités et des justificatio claires des allocations GEWE ?	X		

Annexe B. Liste de contrôle de l'optimisation des ressources du projet PBF (« Value for Money »)

Question		n	mmentaire
1. Le projet a-t-il une justification narrative du budget, qui fournit des informations supplémentaires spécifiques au projet sur tout choix budgétaire majeur ou des coûts de personnel, de fonctionnement ou de déplacement plus élevés que d'habitude, afin d'expliquer comment le projet garantit l'optimisation des ressources ?	X		
2. Les coûts unitaires (par exemple pour les voyages, les services de consultants, l'achat de matériel, etc.) sont-ils comparables à ceux utilisés dans des interventions similaires (soit dans des contextes nationaux similaires, au sein des régions, soit dans des interventions antérieures dans le même contexte national) ? Sinon, cela doit être expliqué dans la section narrative du budget.	X		
3. Le budget proposé est-il proportionné aux résultats escomptés du projet et à la portée du projet (par exemple, nombre, taille et éloignement des zones géographiques et nombre de bénéficiaires directs et indirects proposés) ? Fournissez vos commentaires.	X		
4. Le pourcentage de personnel et de frais de fonctionnement de l'agence des Nations Unies récipiendaire et de tout partenaire d'exécution est-il clairement visible et raisonnable pour le contexte (e.g. pas plus de 20% pour le personnel, et couts raisonnables pour les voyages et coûts opérationnels directs) à moins d'être bien justifiés dans la section narrative) ?	X		
5. Les frais de personnel sont-ils proportionnels à la quantité de travail requise pour l'activité ? Et le projet utilise-t-il du personnel / une expertise locale plutôt qu'internationale lorsque cela est possible ? Quelle est la justification du recours à du personnel international, le cas échéant ?	X		
6. Le projet propose-t-il l'achat de matériaux, d'équipements et d'infrastructures pour plus de 15% du budget ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les mesures prises pour garantir l'optimisation des ressources dans le processus de passation des marchés et leur entretien / utilisation durable pour la consolidation de la paix après la fin du projet.		X	
7. Le projet propose-t-il l'achat d'un ou de plusieurs véhicules pour le projet ? Si oui, veuillez expliquer pourquoi les véhicules / véhicules de location existants ne peuvent pas être utilisés.		X	
8. Les agences d'exécution ou la mission des Nations Unies apportent-elles une source supplémentaire de financement / soutien en nature non PBF au projet ? Veuillez expliquer ce qui est fourni. Et si non, pourquoi pas.		X	

Annexe B.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved "Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds" (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations' headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent's website (http://mptf.undp.org).

Annexe B.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will

be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	**Event**
28 February	Annual reporting – Report **Q4 expenses** (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report **Q1 expenses** (January to March)
31 July	Report **Q2 expenses** (January to June)
31 October	Report **Q3 expenses** (January to September)
Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to been refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (http://unpbf.org) and the Administrative Agent website (http:www.mptf.undp.org)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation.
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE**: If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches).
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant.
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE**: If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project.[17]
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought.
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

[17] Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe C : Cadre de résultats du projet (DOIT inclure des cibles de données ventilées par sexe et par âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
Résultat 1 : Le leadership et l'engagement des jeunes leaders (hommes et femmes) des mouvements informels sur les règles démocratiques et les valeurs citoyenne pour faire face à la manipulation politique ont augmenté grâce à une meilleure information/formation politique	[redacted]	**Indicateur 1** : Pourcentage des organisations informelles de jeunes des zones cibles impliquées dans le suivi citoyen des actions des actions politiques Niveau de référence : Cible : 80% des organisations informelles de chaque zone d'intervention	Étude de base Micro-enquête semestrielle de perception **Périodicité :** Semestrielle	
		Indicateur 2 : Niveau d'augmentation de l'implication des jeunes dans le dialogue et débats politiques public Niveau de référence : Cible : 70% des jeunes **Indicateur 3 :** % d'organisation impliqués dans les débats politiques public Niveau de référence : Cible : 70% d'organisations informelles	Étude de base Micro-enquête semestrielle de perception Rapport d'activités des partenaires. **Périodicité :** Semestrielle	
	Produit 1.1: le dialogue inclusif entre les jeunes femmes et hommes des mouvements sociaux est renforcé Les principales activités de ce produit sont : - Organiser des espaces de dialogue inclusif entre les jeunes leaders femmes et hommes	**Indicateur 1.1.1** : 75 % des membres des mouvements informels des jeunes sensibilisés par le projet sont actifs dans le dialogue avec les jeunes des partis politiques (désagrégé par sexe et age) Niveau de référence : A déterminer Cible : Au moins 10 organisations informelles par zone d'intervention prennent part aux dialogues avec les partis politiques	Liste de présence lors des activités de dialogues entre les associations et les jeunes des partis politiques Mapping des organisations informelles et membres dans les localités cibles du projet. Etude de base ;	

	- Identifier des femmes leaders modèles pour la formation et l'accompagnement des jeunes filles des partis politiques et de la société civile - Organiser des formations sur le GED (Genre – Equité et Diversité) pour renforcer la participation politiques des femmes et des autres groupes marginalisés - Renforcer les capacités des ambassadeurs GENRE des plateformes régionales	Indicateur 1.1.2 : Pourcentage des femmes des organisations cibles participant aux activités de dialogue politique dans les zone d'intervention Niveau de référence : A déterminer Cible : 50% des femmes des mouvements cibles	Mini enquête semestrielle Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités :** Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Nombre de femmes leaders et modèles identifié et actives à travers les formations et l'accompagnement des jeunes filles des partis politiques et la société civile. Niveau de référence : 0 - Cible : 2 femmes (1parti politique et 1 société civile) :	Rapport d'activités semestrielles Cartographie des femmes leaders Rapport d'activités de formation **Périodicités :** Trimestrielle pour les partenaires et Semestrielle pour CARE	
		Nombre de membres des organisations informelles ayant leurs capacités renforcées sur le GED (Genre – Equité et Diversité) en vue d'accroitre leurs participations politiques (y compris les groupes marginalisés Niveau de référence : 0 Cible : Au moins 30 % des membres par localité (une pour les partis politiques, et une pour la société civile) - désagrégé par age et sexe	Rapport de formation sur le GED. Rapport d'activités trimestrielle des partenaires. **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
	Produit 1.2 : Le mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes des différents mouvements sociaux est en place et fonctionnel Liste des activités relevant du produit : - Mise en place de plateforme de coordination des mouvements sociaux	Indicateur 1.2.1 : Nombre de plateformes physiques mises en place et fonctionnelles Niveau de référence :55 % (6 sont déjà fonctionnelles et 05 nouvelles à rendre fonctionnelles)) Cible : 100% (soit 11 plateformes physiques)	Mini enquête semestrielle Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	

	des organisations formelles et informelles dans les villes d'intervention - Assurer la formation des mouvements sociaux sur les processus démocratiques et citoyenne - Accompagner les activités des plateformes dans les actions citoyennes	Indicateur 1.2.2 : Nombre de plateformes virtuelles mises en place et fonctionnelle Niveau de référence : 55% Cible : 100%	Mini enquête semestrielle Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 1.2.3 : Nombre de cas de dénonciation rapporte et traites par les autorités en charge (désagrégés par localité) Niveau de référence : ND Cible : 80% des cas dénoncés pris en charge	Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
	Produit 1.3 : La participation citoyenne des jeunes femmes et hommes est renforcée à travers une formation accrue. Liste des activités relevant du produit : - Former des jeunes sur les résolutions 2250 et 1325 du Conseil de Sécurité sur la participation politique des Jeunes et des femmes - Renforcer le leadership des filles dans les organes de prises de décisions des mouvements identifiés - Appuyer l'organisation des journées locales et nationales de la citoyenneté et du jeune - Former les Jeunes à l'utilisation des cartes communautaires de performance et l'analyse de l'action sociale (CSC & SAA) - Accompagner les jeunes et les détenteurs de pouvoir dans la mise en œuvre de mécanisme de redevabilité	Indicateur 1.3.1 : Taux de participation des femmes aux activités citoyennes organisées par les plateformes Niveau de référence : 37% Cible : 70%	Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 1.3.1 : % des organisations informelles identifiés ayant organisés au moins 03 activités de citoyenneté au sein de chaque organisation Niveau de référence : Cible : 50% des organisations identifiées	Rapport d'activités trimestrielles des partenaires **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 1.3.1 : Nombres de membres (population générale) touchés à travers les actions de sensibilisation sur la citoyenneté (désagrégé par sexe et par localité) Niveau de référence : 0 Cible 11.000 participants (population générale + membres des organisation identifiées)	Mapping des organisations informelles et membres dans les localités cibles du projet. Rapport d'activités trimestrielles	

	sociale à travers les cartes communautaires de performance		**Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
	Produit 1.4 : Les mouvements des jeunes sont renforcés dans le dialogue politique et citoyen Liste des activités relevant du produit : - Organiser des actions de plaidoyer sur la gouvernance participative selon la résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies - Vulgariser le code de déontologie et de bonne conduite dans les actions politiques des jeunes - Appuyer les mouvements des jeunes dans la préparation d'un livre blanc sur la participation politique des jeunes - Appuyer les actions de plaidoyer des jeunes au niveau du parlement et du Senat - Vulgariser les actions du Parlement des Jeunes	Indicateur 1.3.1 : % de mouvements de jeunes informels issus des organisations identifiées ayant participé aux activités de renforcement des capacités sur le dialogue politique et citoyen. (Désagrégés par localité) Niveau de référence : 0% Cible : Au moins 80% des mouvements	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 1.3.2 : Nombre de participants issus des organisations identifiées formés sur le dialogue politique et citoyen Niveau de référence : Cible : Au moins 85% des membres des plateformes	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 1.3.3 : Nombre de plateformes ayant vulgarisé les actions du Parlement des Jeunes Niveau de référence :0 Cible : 11	Rapport d'activités PV /rapport de vulgarisation **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
Résultat 2 : La redevabilité politique par le dialogue entre les jeunes des groupes formels et informels, les acteurs de la société civile et les acteurs des partis politiques est renforcée	[redacted]	**Indicateur 3 :** Niveau d'interaction des jeunes des mouvements informels avec les autres mouvements informels et les jeunes des partis politiques Niveau de référence : A déterminer Cible : 70% de consultation des jeunes pour les débats politiques	Étude de base Micro-enquête trimestrielles de perception **Périodicité :** Semestrielle	
			Étude de base	

		Indicateur 4 : pourcentage des femmes des organisations informelles de jeunesse impliqués dans la redevabilité politique à travers leur participation aux dialogues entre jeunes des groupes formels et informels. Niveau de référence :ND Cible: Au moins 50% des femmes identifiées au niveau des plateformes.	Micro-enquête trimestrielles de perception **Périodicité :** Semestrielle	
		Indicateur 2 c Niveau de référence : Cible :		
	Produit 2.1 : Le contrôle de l'action politique par les jeunes est renforcé à travers leur participation citoyenne. Liste des activités relevant du produit : - Former des jeunes sur la citoyenneté et le contrôle de l'action publique - Organiser des journées de mobilisation citoyenne des jeunes des mouvements informels - Créer un cadre de collaboration et de coordination des actions citoyennes avec les autres plateformes de jeunes - Appuyer les initiatives des jeunes femmes pour la consolidation de la paix	Indicateur 2.1.1 : Niveau de contrôle de l'action des jeunes à travers l'existence d'un cadre de collaboration et de coordination des actions citoyennes avec les autres plateformes de jeunes Niveau de référence : (6 plateformes opérationnelles) Cible :	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires - Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.1.2 : Nombre d'initiatives de jeunes femmes membres des plateformes pour la consolidation de la paix ayant été soutenues par le projet Niveau de référence :0 Cible : Au moins 3 par localité (soit33)	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.1.3 : Nombre de journées de mobilisation citoyenne des jeunes des mouvements informels organisées. Niveau de référence :0 Cible : 4 par localité (soit 44)	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	

	Produit 2.2 : Les mouvements des jeunes impliqués dans les mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques sont actifs. Liste des activités relevant du produit : - Mettre en place et formation des jeunes sur les mécanismes d'alertes précoce avec l'appui de l'OSCS - Former des jeunes sur les causeries éducatives pour le renforcement des mécanismes d'alerte précoce - Former des jeunes sur le monitoring de la cohésion sociale et de la solidarité nationale - Renforcer les capacités opérationnelles de l'OSCS dans l'alerte précoce - Formation des jeunes leaders sur la mise en place d'une stratégie de plaidoyer pour la participation politique des jeunes (hommes et femmes) en général et des femmes en particulier	Indicateur 2.2.1 : % de mouvements de jeunesse impliquées dans les actions de plaidoyer Niveau de référence : 55% Cible :100%	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.2.2 : Nombre de jeunes formés sur les causeries éducatives pour le renforcement des mécanismes d'alerte précoce Niveau de référence : ND Cible : Au moins 50% des jeunes des mouvements et organisations informelles et formelles identifiés	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.2.3 : Nombre de jeunes leaders formés sur la stratégie de plaidoyer pour la participation politique des jeunes (hommes et femmes) en général et des femmes en particulier Niveau de référence : Cible : Au moins 75% des jeunes des mouvements et organisations informelles identifiés (désagrégé par sexe)	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
	Produit 2.3 : Un mécanisme inter-régional de suivi de l'alerte précoce et de rapportage des actions violentes des jeunes est en place et fonctionnel Liste des activités relevant du produit : - Créer et animer des espaces de dialogues inclusifs entre les jeunes de la	Indicateur 2.3.1 : ne Nombre de personne formée sur les mécanismes d'alerte précoce de l'OSCS Niveau de référence : Cible : Au moins 50% des jeunes des mouvements et organisations informelles identifiés	**Rapport d'activités** **Rapport de suivi du système de l'OSCS** **Périodicités** - Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	

	Société Civile et les leaders des partis politiques - Créer d'espaces virtuels de discussions démocratiques sur les médias sociaux entre jeunes eux-mêmes ; et entre jeunes, la société civile et les leaders des partis politiques - Former des mouvements politiques et de la société civile sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques, la traçabilité et le rapportage des incidents de violences politiques - Renforcer le mécanisme d'alerte précoce de l'OSCS à travers la sélection et la formation de nouveaux moniteurs - Appuyer l'organisation de causeries éducatives pour le renforcement de l'alerte précoce au niveau communautaire	Indicateur 2.3.2 : Le mécanisme inter-régional de l'alerte précoce impliquant les jeunes est fonctionnel Niveau de référence : 0 Cible :1	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités :**Trimestrielle pour les partenaires et Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.3.3 : Nombre de mouvements politiques et de la société civile formés sur les thématiques de civisme, de la surveillance des violences politiques, la traçabilité et le rapportage des incidents de violences politiques Niveau de référence : 0 Cible : 5 000 personnes	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités** Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.3.4 : Nombre de causeries éducatives pour le renforcement de l'alerte précoce au niveau communautaire organisés Niveau de référence : 0 Cible : 3 par plateforme (soit 55)	Rapport d'activités trimestrielles **Périodicités** Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	
		Indicateur 2.3.4 : Nombre de personnes sensibilisées sur l'alerte précoce et le rapportage de l'OSCS Niveau de référence : 0 Cible : 5 000 personnes	Rapport d'activités trimestrielles Mini enquête semestrielle **Périodicités :** Trimestrielle pour les partenaires Semestrielle pour CARE	